

## DECISION DU PRESIDENT N° 2021-032

### CREATION DE CONTRATS A DUREE DETERMINEE POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE

**Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Saint Gilles Croix de Vie,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du 30 juillet 2020 portant délégation du Conseil Communautaire au Bureau et au Président,

Considérant la nécessité de créer des besoins temporaires pour faire face à un accroissement temporaire d'activité au sein du Service Technique et de la Direction des Ressources Humaines,

#### DECIDE :

**Article 1** : De créer un emploi d'agent technique polyvalent pour un accroissement temporaire d'activité, à temps complet, au sein du Service Technique, du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2021. L'agent sera recruté sur le grade d'adjoint technique, 1<sup>er</sup> échelon.

**Article 2** : De créer un emploi d'assistant administratif pour un accroissement temporaire d'activité, à temps complet, au sein de la Direction des Ressources Humaines, du 1<sup>er</sup> mars au 30 avril 2021. L'agent sera recruté sur le grade d'adjoint administratif, IM 332.

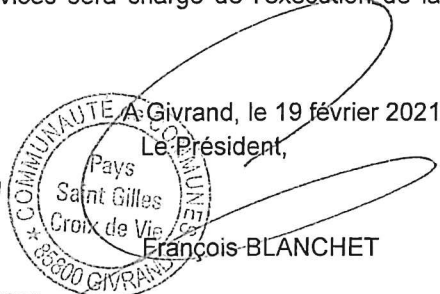
**Article 3** : Ces agents bénéficieront des mêmes primes et indemnités que les titulaires, en fonction des sujétions de service qui leur seront imposées.

**Article 4** : Les crédits correspondant à la création des postes ci-dessus mentionnés sont inscrits aux BP 2021 (chapitre 012, article 64131).

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services sera chargé de l'exécution de la présente décision.

Certifié exécutoire par le Président compte tenu :

- de la transmission au contrôle de légalité le : **24 FEV. 2021**
- de l'affichage le : **24 FEV. 2021**
- de la publication sur le site [www.payssaintgilles.fr](http://www.payssaintgilles.fr) le :

A Givrand, le 19 février 2021  
Le Président,  
  
François-BLANCHET

**24 FEV. 2021**

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et / ou notification. Cette juridiction peut être saisie par voie postale ou par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*